

# MOUVEMENT RMC

## Nos PROPOSITIONS de Reprise en Main Citoyenne

Notre démocratie belge est devenue une **démocratie défailante**. Notre système politique, les partis et nos élus sont définitivement lourdement pénalisés dans les sondages : ils font l'objet d'un rejet significatif. Au fil des élections, rien ne change jamais, chacun s'en rend compte. La population ne se reconnaît plus dans ses dirigeants. Les conséquences sont une augmentation de l'abstentionnisme, une intention de vote vers les partis à l'extrême de l'échiquier politique, ou encore l'attrait de solutions autoritaires. Une proposition positive se dégage toutefois : une participation citoyenne accrue au pouvoir.

Beaucoup de jeunes ne croient plus dans l'avenir, ni pour leurs enfants, ni pour notre planète. La partitocratie ne prend la plupart de ses décisions que dans le court-terme et en ignorant les interpellations légitimes des citoyens. Nous sommes censurés, interdits de critiques, inondés de démarches administratives inutiles et complexes, priés de consommer sous la pression de la publicité omniprésente pourvu que l'on se taise.

Il est temps de changer cette situation qui nous conduit dans le mur. Comment ? Par un changement profond de notre système politique pour ramener les forces vives de la population à savoir, les citoyens, au pouvoir. Notre mouvement, RMC, veut une *Reprise en Main Citoyenne* des affaires de l'État, par des réformes progressives, précises et compréhensibles par tous, s'échelonnant dans le court et le long terme.

Pour RMC, les clivages gauche-droite, religieux-laïque ou communautaire ne sont plus pertinents dans l'analyse de la politique actuelle. Nous voulons établir une démocratie vraie par une transformation des institutions, par une liberté totale d'expression sans censure et par des médias indépendants et libres.

Pour atteindre cet objectif de justice, de liberté, **nous proposons** les mesures suivantes qui devront être validées par les citoyens :

1. **Garantir l'indépendance et la pluralité de la presse** car de cette indépendance dépend la faisabilité des autres propositions. Nous souhaitons, dans ce but, permettre à des médias libres et indépendants d'être financés prioritairement par le choix des contribuables qui pourront préciser, dans leur déclaration d'impôt, à quel média leur quote-part d'impôt doit bénéficier. Ce système assurera une presse diversifiée et non asservie aux pouvoirs dominants ce qui est indispensable à toute démocratie vraie et en particulier pour la pratique correcte du référendum.

Rappelons que la censure est illégale et que le fact-checking, de plus en plus largement répandu, est une forme de censure ! La liberté d'expression, valeur fondamentale de la démocratie, n'est plus assurée totalement dans notre pays.

2. **Changer le système politique** : la démocratie représentative doit être, par étapes progressives, remplacée par une démocratie dans laquelle le citoyen contrôle le pouvoir et non l'inverse. Comment ? Par :
  - Le recours à des **référendums** d'initiative citoyenne. Les référendums serviront à écrire la Constitution, à écrire ou abroger les articles de loi, et à révoquer un mandat politique. C'est la seule façon de mettre un terme aux corruptions interminables et trop souvent impunies de notre vie politique.
  - Un **tirage au sort** de mandataires, parmi les citoyens, sous conditions, concrétisera ce passage vers une démocratie citoyenne participative. La société civile, avec ses excellences, trouvera des relais dans un parlement non contrôlé par les partis. Les mandats auront une durée limitée.

### 3. Instaurer **une justice indépendante** du pouvoir politique.

- Toute démocratie repose sur le principe inviolable de la séparation des trois pouvoirs entre l'exécutif (le gouvernement), le judiciaire (la justice) et le législatif (le parlement). Il n'est pas légitime que le pouvoir exécutif nomme un ministre de la justice.
- Nous proposons une magistrature strictement indépendante, garante de l'exigence démocratique, entre les décisions du parlement, et l'intérêt des citoyens avéré dans la Constitution.
- La justice doit à nouveau, en toute impartialité, contrôler l'application des lois et sanctionner les autres pouvoirs, en cas de non-respect. Exemple, lorsque des mesures sécuritaires dites exceptionnelles pour répondre à une situation de crise, deviennent la norme.

### 4. Affirmer la **liberté de chacun de disposer librement de sa santé et de son corps**.

- L'accès aux soins devient catastrophique ; nous voulons mettre un terme à la politique régulière de fermeture des lits, au numerus clausus et à l'examen d'entrée en médecine.
- La médecine doit privilégier les contacts humains par rapport aux actes techniques. Le manque d'infirmières et d'aides-soignantes traduit l'évolution technocratique et administrative de leur profession au détriment des valeurs humaines qui ont motivé leur choix au départ.
- La liberté thérapeutique doit être garantie, sans restriction aucune. Chacun a le droit de choisir son médecin et sa médecine. Les dérives potentielles et prévisibles de la médecine vont dans le sens contraire.
- La promotion de la santé ne peut être confiée ni à Big pharma ni à des «experts» auto-désignés et avec conflits d'intérêt. L'absence de ces conflits d'intérêt ne doit plus souffrir d'exception.
- Le projet « One health » de gouvernance mondiale de la santé par l'OMS, organisme subsidié largement par le privé et contrôlé insuffisamment par le secteur public, doit être rejeté, tout autant que les dérives autoritaires mises en place pendant la gestion désastreuse de la crise sanitaire, et les

nouvelles mesures en prévision de futures crises. Ce projet est un exemple particulièrement clair de la dangerosité de la mondialisation.

## 5. Assurer une **justice fiscale et sociale**.

- Imposer les sociétés supranationales, les milliardaires, selon les mêmes règles que les sociétés de droit belge et les citoyens, afin d'assurer le financement des biens communs et la viabilité des petits artisans et commerces indispensables à la diversité nécessaire de la société.
- La justice fiscale c'est aussi mettre un terme à l'endettement déraisonnable de l'État, à la double taxation par l'État du citoyen sur les pensions et sur l'héritage.
- L'aide de l'État doit être juste, et non partisane, quel que soit le statut socio-professionnel, ainsi que pour les personnes en difficulté dans notre pays ou venant de l'étranger.
- L'âge du départ à la retraite doit devenir plus flexible.

## 6. Donner une priorité absolue à **l'enseignement** et à la **formation professionnelle**. Nous voulons former des citoyens critiques et participatifs capables de faire vivre une démocratie vraie.

- Le niveau d'enseignement baisse de manière continue depuis des dizaines d'années. Il n'est ni lié aux jeunes ni aux enseignants, ni à la situation sanitaire ! Il est la conséquence d'un manque d'investissement dans les structures, de changements incessants de programmes et de méthodes pédagogiques imposés par les représentants politiques. Plutôt que de tout imposer verticalement par des ministres coupés de la base, il faut faire confiance à l'intelligence collective des équipes éducatives.
- Nous proposons de mieux adapter l'enseignement et les formations aux besoins de l'économie pour que l'enseignement qualifiant conduise à un emploi.
- Il est aussi important d'aider les étudiants à comprendre les vrais enjeux de la société en leur expliquant qui dirige le monde, où est le pouvoir, qu'est-ce

que la politique, y a-t-il une place pour les spiritualités, pour nos racines, c'est quoi le bonheur, la monnaie comment ça marche, quels sont les enjeux géopolitiques qui vont déterminer leur vie, c'est quoi le progrès, en quoi l'art et la culture sont-ils essentiels pour un peuple, comment vivre en harmonie avec la nature plutôt que de la détruire.

C'est l'élévation du niveau de l'enseignement qui permet aux citoyens de mieux se comprendre, et de *Prendre en Main* le fonctionnement de leur démocratie pour mettre en œuvre leur destin.

7. Viser l'**autonomie militaire** de l'Europe afin qu'elle soit moins inféodée aux intérêts géopolitiques d'autres puissances et qu'elle devienne un vecteur de paix dans le monde, en préservant la souveraineté des États.
8. **Stopper la destruction de l'environnement.** L'utilisation abusive de la **nature** la dérègle. En détruisant les ressources de la planète, nous détruisons les conditions de vie de la planète, sans nous soucier de mettre à mal nos propres conditions d'existence.
  - Pour mettre un terme à ce que les économistes appellent des « externalités négatives », il serait souhaitable de considérer la nature et les êtres qui la peuplent, comme des objets et des sujets de droit.
  - L'écologie doit aider à encadrer politiquement la **technologie** lorsque celle-ci compromet la nature pour une fausse idée de « progrès » ; l'intelligence artificielle, le transhumanisme, les techniques de surveillance et de contrôle en sont des exemples.
  - Notre soutien aux **agriculteurs** contre la politique agricole commune est total. Nous voulons réduire notre dépendance alimentaire, l'utilisation massive de produits chimiques, et favoriser l'alimentation de qualité, reconnue et valorisée, dans des circuits courts, en particulier issus de l'agriculture bio.
9. **Gérer la migration.** L'apport de **migrants** est bénéfique aux pays d'accueil sur tous les plans, social, économique et culturel. L'économie la plus puissante dans le monde reste celle des USA qui est le pays où le taux

d'immigration est aussi le plus élevé au monde. Mais l'accueil doit être conditionnel pour bénéficier aux demandeurs comme à notre pays.

La politique d'accueil des **demandeurs d'asile** dans notre pays est un chaos organisé par les partis traditionnels. Les dirigeants de notre État ne peuvent demander aux citoyens de respecter les lois nationales et européennes s'ils ne les respectent pas eux-mêmes. Nous demandons d'accueillir ces personnes dans la dignité et selon le Droit ce qui signifie de traiter rapidement les dossiers plutôt que de les laisser pourrir.

10. Combattre la **mondialisation**, sous sa forme actuelle. Il s'agit d'une oligarchie établissant les règles du marché et concentrant le pouvoir sans avoir besoin de citoyens ni d'États responsables . Ce pouvoir s'étend même à la définition de notre vie privée.
- RMC refuse que la mondialisation accroisse les inégalités entre les pays, et qu'elle renforce le monopole d'entreprises supranationales économiques et financières, face à des États démissionnaires. Ce monopole qui passe par le contrôle de l'information et l'établissement d'une concurrence économique déloyale doit être supprimé.
  - La démocratie est en péril parce que la mondialisation est dirigée par des oligarques qui nomment des « experts » non élus et hors de tout contrôle.
  - La mondialisation favorise de nouvelles formes d'autoritarisme par l'ingénierie sociale ; la gestion de la pandémie en conformité avec les objectifs du forum économique mondial (FEM) et de l'OMS l'a illustré .
  - Les États doivent reprendre le contrôle du développement de l'économie et favoriser la diversité commerciale, d'opinions et de cultures qui font la richesse de l'Humanité. Nous ne voulons pas de monnaie numérique unique, pour un citoyen mondial normaté, dans un village global que deviendrait le monde !
  - Au niveau de chaque État d'abord, rebâtissons une société, basée sur le citoyen ; et à partir de lui, nous pourrions construire une autre Europe et une autre politique mondiale dans laquelle le citoyen libre n'est pas un obstacle, mais devient un atout qui a toute sa place.

11. Repenser le fonctionnement des **institutions européennes** qui est trop éloigné du citoyen et insuffisamment démocratique.

- Occuper les postes de l'exécutif selon les modalités de la démocratie semi-directe. Le travail des dirigeants doit se faire dans la transparence.
- Remettre en question le principe d'unanimité des décisions des États.
- intégrer le référendum au niveau européen, au même titre que dans les États nations.
- Simplifier le fonctionnement de ces institutions pour les rendre compréhensibles par tous les citoyens et en éviter le rejet.
- Travailler à la fin de la polarisation du continent européen en deux blocs qui s'opposent pour mettre en valeur nos points communs.
- Harmoniser la politique fiscale parmi les membres de l'Europe.
- Autonomiser l'Europe dans les technologies de l'information.

12. **Réorienter la politique étrangère.** Les intérêts économiques et militaires ne doivent pas constituer les moteurs principaux de la politique étrangère.

- Elle doit reposer sur le renforcement de la paix dans le monde, le bonheur des peuples, le respect de la démocratie et l'État de droit: bref, sur le respect des Droits de l'Homme et des libertés fondamentales.
- Un moratoire devrait être décrété sur les relations avec toute institution supranationale qui menace les biens communs du citoyen et nos démocraties.
- La politique étrangère doit privilégier le partenariat démocratique en vue de favoriser la paix dans le monde, et non être asservie à une mondialisation économique.

## **Conclusion**

Notre propos est d'amener le citoyen au centre du pouvoir, afin qu'il soit à nouveau maître de son destin. Notre projet vise à transformer les structures de l'État et de nos démocraties pour que les solutions soient inventées par ceux à qui elles sont destinées, à savoir par les citoyens eux-mêmes.

L'État de droit est menacé dans ses fondements démocratiques.

La direction politique que l'État voudrait imposer aux citoyens fait l'objet de leur part d'un rejet de plus en plus marqué. Elle leur est présentée comme étant inévitable, comme si elle faisait l'objet d'un consensus obscur ou d'un processus historique. Or, elle prend des accents de plus en plus inégalitaires voire totalitaires dont nous ne voulons pas.

**Nous voulons des citoyens libres et responsables**

**Nous avons besoin de vous !**

mail : [contact@mouvementRMC.be](mailto:contact@mouvementRMC.be)

Tel : **0472.188.214.**